

Par conséquent, même si l'étranger reçoit une décision de refus de séjour ou d'établissement avec ordre de quitter le territoire (délai habituel de 15 jours), la radiation du registre des étrangers ne peut intervenir qu'après l'écoulement d'un délai de huit jours ouvrables suivant la notification de la décision (délai légal pour introduire la demande en révision), et si une demande en révision est introduite, que lorsque celle-ci est rejetée par le Ministre.

2. Cas particulier de la décision de refus d'établissement notifiée au conjoint d'un ressortissant d'un Etat membre de l'E.E.E. ou d'un Belge, titulaire d'un passeport revêtu d'un visa périmé.

La circulaire du 12 octobre 1998 relative à la demande de séjour ou d'établissement dans le Royaume, introduite après la conclusion d'un mariage, sur la base des articles 10 ou 40 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (*Moniteur belge* du 6 novembre 1998), prévoit, par dérogation à la règle générale (point 2), que la demande d'établissement de cette personne doit être prise en considération et doit être actée par l'établissement d'une annexe 19, mais sera immédiatement refusée au fond par le Ministre ou l'Office des étrangers par le biais d'une annexe 20.

Il va de soi que cette procédure particulière a pour conséquence que l'intéressé n'est pas inscrit au registre des étrangers selon les règles prévues aux articles 49, 52, 54 et 61 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Cette décision de refus d'établissement est également susceptible d'une demande en révision.

Afin de traiter ces personnes de manière équitable par rapport aux étrangers qui font l'objet d'une décision de refus d'établissement pour un autre motif, j'estime qu'elles doivent être inscrites au registre des étrangers, à tout le moins au moment où votre administration leur délivre une annexe 35, non pas en tant que titulaires de ce document mais en tant qu'étrangers ayant été autorisés (pendant un très court laps de temps) au séjour.

Tout renseignement concernant l'objet de cette circulaire peut être obtenu auprès de l'Office des étrangers :

- bureaux d'exécution (pour les cas individuels);
- bureau d'études (pour toute question d'ordre juridique).

Bruxelles, le 20 juillet 2001.

Pour le Ministre de l'Intérieur,
le Directeur général de l'Office des étrangers,
S. SCHEWEBACH

Samengevat : zelfs indien de vreemdeling een beslissing tot weigering van verblijf of van vestiging met het bevel om het grondgebied te verlaten (termijn meestal 15 dagen) ontvangt, kan de afvoering uit het vreemdelingenregister bijgevolg pas plaatsvinden na het verstrijken van een termijn van acht werkdagen volgend op de kennisgeving van de beslissing (wettelijke termijn om het verzoek tot herziening in te dienen), en, indien een verzoek tot herziening is ingediend, nadat het is verworpen door de Minister.

2. Bijzonder geval van de beslissing tot weigering van vestiging betekend aan de echtgenoot van een E.E.R.-onderdaan of van een Belg die in het bezit is van een paspoort waarvan het visum verstreken is.

De omzendbrief van 12 oktober 1998 betreffende de aanvraag tot verblijf of tot vestiging in het Rijk die na het voltrekken van een huwelijk ingediend wordt op grond van de artikelen 10 of 40 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (*Belgisch Staatsblad* van 6 november 1998), bepaalt onder punt tweedat, in afwijking van de algemene regel, de aanvraag tot vestiging van deze persoon in aanmerking moet worden genomen en geregistreerd moet worden door een bijlage 19 in te vullen. Deze aanvraag zal evenwel door de Minister of de Dienst Vreemdelingenzaken terstond ten gronde geweigerd worden door middel van een bijlage 20.

Deze bijzondere procedure heeft uiteraard tot gevolg dat de betrokkene niet wordt ingeschreven in het vreemdelingenregister volgens de regels bepaald in de artikelen 49, 52, 54 en 61 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.

Tegen deze beslissing tot weigering van vestiging kan eveneens een verzoek tot herziening worden ingediend.

Om deze personen op een gelijkwaardige manier te behandelen als de vreemdelingen die een beslissing tot weigering van vestiging ontvangen om een andere reden, meen ik dat ze moeten worden ingeschreven in het vreemdelingenregister, zeker op het ogenblik dat uw bestuur hun een bijlage 35 overhandigt, niet als houders van dit document maar als vreemdelingen die (gedurende een zeer korte periode) werden gemachtigd tot verblijf.

Inlichtingen over het onderwerp van deze omzendbrief zijn te verkrijgen bij de Dienst Vreemdelingenzaken :

- uitvoeringsbureaus (individuele gevallen);
- studie bureau (voor juridische vragen).

Brussel, 20 juli 2001.

Voor de Minister van Binnenlandse Zaken,
De Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken,
S. SCHEWEBACH

[C - 2001/00788]

20 JUILLET 2001. — Circulaire GPI 9 concernant la nouvelle réglementation des congés de maladie de la police intégrée. — Définition de la notion d'ancienneté de service. — Passage de l'ancienne vers la nouvelle réglementation pour certains membres de la police communale

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement

A Monsieur le Commissaire général de la Police fédérale

Au Président de la Commission permanente de la Police communale

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Introduction

Vu l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation des congés de maladie de la police intégrée au 1^{er} avril 2001, chaque membre du personnel statutaire est soumis à cette nouvelle réglementation depuis cette date.

[C - 2001/00788]

20 JULI 2001. — Omzendbrief GPI 9 over de nieuwe ziekteverlofregeling van de geïntegreerde politie. — Definitie van het begrip dienstancienniteit. — Overgang van de oude naar de nieuwe regeling voor sommige leden van de gemeentepolitie

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad

Aan de Dames en heren Burgemeesters

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen

Aan de heer Commissaris-generaal van de Federale Politie

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Gemeentepolitie

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Inleiding

Gelet op de inwerkingtreding van de nieuwe ziekteverlofregeling van de geïntegreerde politie op 1 april 2001, is deze nieuwe regeling vanaf die datum op ieder statutair personeelslid toepasselijk.

Les principes de calcul repris dans cette réglementation s'appliquent à toute la carrière du membre du personnel, et donc aussi à la partie de la carrière effectuée avant le 1^{er} avril 2001.

Par dérogation à ce principe, et en vertu des mesures transitoires, une méthode de calcul forfaitaire est appliquée à la carrière précédant le 1^{er} avril 2001 pour les membres du personnel faisant partie du corps opérationnel de la gendarmerie ou pour les militaires qui étaient employés dans le cadre administratif et logistique de la gendarmerie. Cette dérogation trouve sa justification dans le fait que ce corps connaissait auparavant une toute autre réglementation des congés de maladie, laquelle réglementation n'avait pas ou peu de points en commun avec la réglementation des congés de maladie du nouveau statut.

Bien que la nouvelle réglementation des congés de maladie corresponde en principe à la réglementation des congés de maladie des corps de police communale, certains de ces corps de police ont, jusqu'il y a peu, fait usage d'une méthode de calcul alternative. Dans certains corps, le contingent de jours de maladie est calculé sur base des jours de travail (21 jours par an) plutôt que sur base des jours calendriers (30 jours par an). D'autres corps connaissaient un régime qui octroyait immédiatement un forfait de 666 jours pour toute la carrière. Dans des cas exceptionnels, des membres de certains corps n'étaient même pas assujettis à la réglementation des congés de maladie de ces corps et ne connaissent donc pas de réglementation des congés de maladie.

Pour les membres du personnel issus de ces corps de police, le passage de l'ancienne réglementation vers la nouvelle réglementation nécessite une précision quant au calcul des jours de maladie.

Cette circulaire clarifie la méthode de calcul des jours de congé de maladie pour les membres des corps de police communale mentionnés ci-dessus.

Des éclaircissements sont également apportés quant à la signification de la notion « ancienneté de service » dans le cadre de la réglementation des congés de maladie. La portée de cette notion est importante pour certains membres du personnel qui ont déjà travaillé dans d'autres administrations publiques.

1. Passage de l'ancienne vers la nouvelle réglementation pour les membres des corps de police communale dont la réglementation des congés de maladie octroyait 21 jours de congé de maladie.

1.1. Champ d'application

Les principes de calcul décrits ci-dessous sont d'application pour les corps de police concernés, pour lesquels la réglementation des congés de maladie, ne prenant en compte que les jours de travail, donnait lieu à l'octroi forfaitaire de 21 jours de congé de maladie par an.

1.2. Calcul

1.2.1. Principe

Le solde du contingent de maladie (obtenu après soustraction des jours de maladie déjà pris) auquel le membre du personnel, selon l'ancienne réglementation (calcul en jours de travail), peut prétendre à la fin de sa dernière année d'ancienneté de service acquise avant le 1^{er} avril 2001, doit, à cette date, être multiplié par 10/7.

Au cas où le chiffre total des jours de congé de maladie ainsi obtenu ne forme pas un nombre entier, il sera alors arrondi à l'unité supérieure.

Au début de l'année d'ancienneté de service qui suit immédiatement, l'intéressé reçoit pour la première fois un contingent de 30 jours. A partir de cet instant, les principes de la nouvelle réglementation des congés de maladie sont entièrement d'application.

1.2.2. Exception

Dans le cas exceptionnel où le nombre de jours de maladie pris au cours de la carrière dans un corps ou service précédant ne peut pas être déterminé correctement, le contingent de maladie pour cette période est calculé conformément à la méthode de calcul visée à l'article XII.VIII.10. de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

Hierbij geldt als uitgangspunt dat de berekeningsprincipes van die regeling worden toegepast op de volledige loopbaan van het personeelslid, dus ook op het gedeelte van de loopbaan vóór 1 april 2001.

In afwijking van dit principe werd, bij wijze van overgangmaatregel, voor de personeelsleden die deel uitmaakten van het operationeel korps van de rijkswacht of die als militair tewerkgesteld waren in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, een forfaitaire berekeningswijze uitgewerkt voor de loopbaan voorafgaand aan 1 april 2001. Deze afwijking vond haar rechtvaardiging in feit dat dit korps voorheen een totaal andere ziekteverlofregeling kende, die weinig of geen aanknopingspunten had met de ziekteverlofregeling van het nieuwe statuut.

Hoewel de nieuwe ziekteverlofregeling in principe overeenstemt met de ziekteverlofregeling van de korpsen van gemeentepolitie maakten sommige van deze korpsen tot voor kort gebruik van een alternatieve berekeningswijze. In bepaalde korpsen werd het ziektecontingent berekend aan de hand van werkdagen (21 dagen per jaar) in plaats van kalenderdagen (30 dagen per jaar). Andere korpsen kenden een regime waarbij onmiddellijk forfaitair 666 dagen werden toegekend voor de gehele loopbaan. In uitzonderlijke gevallen waren sommige leden van bepaalde korpsen zelfs niet onderworpen aan de ziekteverlofregeling van hun korps, zodat er geen ziekteverlofregeling op hen toepasselijk was.

Voor de personeelsleden afkomstig uit deze korpsen noopt de overgang van de oude regeling naar de nieuwe regeling derhalve tot enige precisering wat betreft de berekening van de ziektedagen.

Deze omzendbrief verduidelijkt de berekeningswijze van de ziekteverlofdagen voor de leden van voormelde korpsen van gemeentepolitie.

Verder wordt kort toegelicht wat moet verstaan worden onder het begrip « dienstancienniteit » in het raam van de nieuwe ziekteverlofregeling. De draagwijdte van dit begrip is belangrijk voor bepaalde personeelsleden die hun loopbaan bij verschillende openbare besturen hebben opgebouwd.

1. Overgang van de oude naar de nieuwe regeling voor de leden van de korpsen van gemeentepolitie waarvan de ziekteverlofregeling forfaitair 21 ziekteverlofdagen per jaar toekende.

1.1. Toepassingsgebied

Het hieronder beschreven berekeningsprincipe is van toepassing voor de betrokken politiekorpsen waarvan de ziekteverlofregeling enkel rekening hield met werkdagen hetgeen aanleiding gaf tot een forfaitaire toekenning van 21 ziekteverlofdagen per jaar.

1.2. Berekening

1.2.1. Principe

Het saldo van het ziektecontingent (dus na aftrek van de genomen ziektedagen) waarop het personeelslid volgens de oude regeling (berekening in werkdagen) aanspraak kan maken op het einde van zijn laatst verworven jaar dienstancienniteit vóór 1 april 2001, moet op dat ogenblik worden vermenigvuldigd met 10/7.

Indien het aldus bekomen totaal aantal dagen ziekteverlof geen geheel getal vormt, wordt het naar boven afgerond.

Bij de aanvang van het onmiddellijk daaropvolgend nieuw jaar dienstancienniteit, krijgt betrokkene voor de eerste maal een contingent van 30 dagen. Vanaf dat ogenblik zijn de principes van de nieuwe ziekteverlofregeling ten volle van toepassing.

1.2.2. Uitzondering

In het uitzonderlijk geval dat het aantal gedurende de loopbaan genomen ziektedagen in een vorig korps of dienst niet meer volledig kan achterhaald worden, wordt het ziektecontingent voor die periode berekend overeenkomstig het de berekeningswijze bedoeld in artikel XII.VIII.10 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

1.3. Exemples

1.3.1. Données :

Date d'entrée en service = 1^{er} novembre 1990

Fin de la dernière année d'ancienneté de service acquise avant le 1^{er} avril 2001 = 31 octobre 2000

Congé de maladie forfaitaire dans la période du 1^{er} novembre 1990 → 31 octobre 2000 = $21 \times 10 = 210$ jours

Jours de maladie (accident de travail) dans la période du 1^{er} novembre 1990 → 31 octobre 2000 = 0 jour

Autres jours de maladie dans la période de 1^{er} novembre 1990 → 31 octobre 2000 = 70 jours

Solde du contingent de maladie ancien régime au 31 octobre 2000 = $210 - 70 = 140$ jours

Calcul :

Solde du contingent de maladie au 31 octobre 2000 = $140 \times 10/7 = 200$ jours

Solde du contingent de maladie au 1^{er} novembre 2000 = $200 + 30 = 230$ jours;

1.3.2. Données :

Date d'entrée en service = 25 juin 1993

Fin de la dernière année d'ancienneté de service acquise avant le 1^{er} avril 2001 = 24 juin 2000

Congé de maladie forfaitaire dans la période du 25 juin 1993 → 24 juin 2000 = $21 \times 7 = 147$ jours

Jours de maladie (accident de travail) dans la période du 25 juin 1993 → 24 juin 2000 = 0 jour

Autres jours de maladie dans la période du 25 juin 1993 → 24 juin 2000 = 37 jours

Solde du contingent de maladie ancien régime au 24 juin 2000 = $147 - 37 = 110$ jours

Calcul :

Solde du contingent de maladie au 24 juin 2000 = $110 \times 10/7 = 157,14$ arrondis à 158 jours

Solde du contingent de maladie au 25 juin 2000 = $158 + 30 = 188$ jours;

2. Passage de l'ancienne vers la nouvelle réglementation pour les membres des corps de police communale dont la réglementation des congés de maladie octroyait un forfait de 666 jours de congé de maladie pour toute la carrière

2.1. Champ d'application

Les principes de calcul décrits ci-dessous ne sont d'application qu'aux membres des corps de police concernés pour lesquels la réglementation des congés de maladie octroyait à chacun un forfait de 666 jours de congé de maladie pour toute la carrière.

2.2. Principes de calcul

Le nombre de jours de congé de maladie auquel peut prétendre le membre du personnel, au 31 mars 2001, selon l'ancienne réglementation, sert comme base de départ. Conformément à l'ancienne réglementation, cela implique l'octroi forfaitaire de 666 jours, lequel forfait est diminué des jours de congé de maladie pris à partir de cet octroi jusqu'au 1^{er} avril 2001 et qui tombent un jour ouvrable, à l'exception des jours de maladie qui sont la conséquence d'un accident de travail.

Pour la partie de la carrière effectuée depuis le 1^{er} avril 2001, les intéressés ne reçoivent de jours de congé de maladie supplémentaires qu'à partir du moment où ils ont acquis leur 32^e année d'ancienneté de service, à compter de l'octroi du forfait de 666 jours de congé de maladie. Pour le reste, les principes de la nouvelle réglementation des congés de maladie est entièrement d'application depuis le 1^{er} avril 2001. Cela signifie que le crédit de jours de congé au 1^{er} avril 2001 sera systématiquement diminué en fonction des congés et jours de maladie obtenus à partir de ce moment, tel que déterminé dans la nouvelle réglementation des congés de maladie.

1.3. Voorbeelden

1.3.1 Gegeven :

Datum indiensttreding = 1 november 1990.

Einde van het laatst verworven jaar dienstanciënniteit vóór 1 april 2001 = 31 oktober 2000

Forfaitair ziekteverlof in de periode 1 november 1990 → 31 oktober 2000 = $21 \times 10 = 210$ dagen

Ziekte-dagen (arbeidsongeval) in de periode 1 november 1990 → 31 oktober 2000 = 0 dagen

Andere ziekte-dagen in de periode 1 november 1990 — 31 oktober 2000 = 70 dagen.

Saldo ziektecontingent oud regime op 31 oktober 2000 = $210 - 70 = 140$ dagen

Berekening :

Saldo ziektecontingent op 31 oktober 2000 = $140 \times 10/7 = 200$ dagen.

Saldo ziektecontingent op 1 november 2000 = $200 + 30 = 230$ dagen;

1.3.2. Gegeven :

Datum indiensttreding = 25 juni 1993

Einde van het laatst verworven jaar dienstanciënniteit vóór 1 april 2001 = 24 juni 2000

Forfaitair ziekteverlof in de periode 25 juni 1993 → 24 juni 2000 = $21 \times 7 = 147$ dagen

Ziekte-dagen (arbeidsongeval) in de periode 25 juni 1993 → 24 juni 2000 = 0 dagen

Andere ziekte-dagen in de periode 25 juni 1993 → 24 juni 2000 = 37 dagen

Saldo ziektecontingent oud regime op 24 juni 2000 = $147 - 37 = 110$ dagen

Berekening :

Saldo ziektecontingent op 24 juni 2000 = $110 \times 10/7 = 157,14$ afgerond op 158 dagen

Saldo ziektecontingent op 25 juni 2000 = $158 + 30 = 188$ dagen;

2. Overgang van de oude naar de nieuwe regeling voor de leden van de korpsen van gemeentepolitie waarvan de ziekteverlofregeling forfaitair 666 ziekte-dagen voor de gehele loopbaan toekende.

2.1. Toepassingsgebied

Het hieronder beschreven berekeningsprincipe is enkel van toepassing op de leden van de betrokken politiekorpsen waarvan de ziekteverlofregeling aan eenieder forfaitair 666 ziekteverlofdagen voor de gehele loopbaan toekende.

2.2. Berekeningsprincipe

Als vertrekbasis geldt het aantal dagen ziekteverlof waarop het personeelslid volgens de oude regeling aanspraak kan maken op 31 maart 2001. Conform de oude regeling omvat dit de forfaitaire toekenning van 666 dagen verminderd met de vanaf die toekenning tot 1 april 2001 genomen ziekte-dagen die vallen op een werkdag, uitgezonderd de ziekte-dagen die het gevolg zijn van een arbeidsongeval.

Voor het gedeelte van de loopbaan vanaf 1 april 2001 verkrijgen betrokkenen evenwel geen bijkomende ziekteverlofdagen tot op het ogenblik dat ze hun 32^e jaar dienstanciënniteit verwerven, te rekenen vanaf de toekenning van het forfait van 666 ziekteverlofdagen. Voor het overige zijn de principes van de nieuwe ziekteverlofregeling vanaf 1 april 2001 ten volle van toepassing. Dit houdt in dat het krediet aan ziekte-dagen op 1 april 2001 verder stelselmatig verminderd zal worden in functie van de vanaf dat ogenblik bekomen verloven en ziekte-dagen zoals bepaald in de nieuwe ziekteverlofregeling.

Au début de la 33^e année d'ancienneté de service, 30 jours de congé de maladie sont octroyés pour la première fois.

2.3. Exemple

2.3.1. Données :

Date de l'octroi du forfait = 1^{er} novembre 1990

Jours de maladie pris en compte dans la période depuis l'octroi du forfait → 31 mars 2001 = 66 jours

Solde du contingent maladie ancien régime au 31 mars 2001 = 666 - 66 = 600 jours

Jours de maladie (accident de travail) dans la période du 1^{er} avril 2001 → 31 octobre 2022 = 200 jours

Autres jours de maladie dans la période du 1^{er} avril 2001 → 31 octobre 2022 = 100 jours

2.3.2. Calcul :

Solde du contingent de maladie (par rapport au traitement d'attente de 60 %) au 31 octobre 2022 = 600 - 100 = 500 jours

Solde du contingent de maladie (par rapport au temps d'attente de six mois) au 31 octobre 2022 = 600 - 100 - 200 = 300 jours

Début de la nouvelle année d'ancienneté de service le 1^{er} novembre 2022 => + 30 jours.

3. Passage de l'ancienne vers la nouvelle réglementation pour certains membres des corps de police communale pour lesquels aucune réglementation de congé de maladie n'était d'application.

3.1. Champ d'application

Les principes de calcul décrits ci-dessous ne s'appliquent qu'aux membres des corps de police concernés pour lesquels la réglementation des congés de maladie en vigueur dans ces corps de police n'était pas d'application et qui n'étaient par conséquent soumis à aucune réglementation des congés de maladie.

3.2. Principe de calcul

Le contingent de maladie pour la carrière entière est calculé conformément à la méthode de calcul visée à l'article XII.VIII.10. de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

4. Définition de la notion d'année d'ancienneté de service pour le calcul du nombre de jours de congé de maladie dans la nouvelle réglementation des congés de maladie.

Pour le calcul du nombre de jours de congé de maladie, le principe de base veut que soient également pris en considération, l'ensemble des services effectifs que le membre du personnel a accomplis, à quel titre que ce soit et sans interruption volontaire, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, en faisant partie d'un autre service public ou d'un établissement d'enseignement créé, reconnu ou subventionné par l'Etat ou une Communauté, un centre psycho-médico social, un service d'orientation professionnelle ou un institut médico-pédagogique.

La portée de ce principe sera étendue par l'ajout d'un certain nombre de dispositions spécifiques en la matière de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

De même, ce principe sera aussi appliqué aux membres du personnel qui faisaient partie du corps opérationnel de la gendarmerie ou qui étaient engagés comme militaires dans le cadre administratif et logistique de la gendarmerie, qui optent pour la méthode du calcul forfaitaire de leur crédit de jour de maladie.

Pour les membres du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, pour les membres statutaires du cadre administratif et logistique d'un corps de police communale et pour les membres statutaires du personnel communal non-policier, est pris en compte pour le calcul du nombre de jours de congé de maladie, le contingent maladie cumulé obtenu auprès des administrations publiques. Pour eux, on prend donc en compte notamment toutes les prestations effectives de travail effectuées dans les différents corps de police communale dans lesquels ils ont, le cas échéant, servi.

Bij de aanvang van het 33^e jaar dienstanciënniteit wordt voor de eerste maal 30 ziekteverlofdagen toegekend.

2.3. Voorbeeld

Gegeven :

Datum toekenning forfait = 1 november 1990

In aanmerking komende ziektedagen in de periode vanaf de toekenning van het forfait → 31 maart 2001 = 66 dagen

Saldo ziektecontingent oud regime op 31 maart 2001 = 666 - 66 = 600 dagen

Ziektedagen (arbeidsongeval) in de periode 1 april 2001 → 31 oktober 2022 = 200

Andere ziektedagen in de periode 1 april 2001 → 31 oktober 2022 = 100

Berekening :

Saldo ziektecontingent (m.b.t. wachtgeld van 60 %) op 31 oktober 2022 = 600 - 100 = 500

Saldo ziektecontingent (m.b.t. wachttermijn van zes maanden) op 31 oktober 2022 = 600 - 100 - 200 = 300

Aanvang nieuw jaar dienstanciënniteit op 1 november 2022 => + 30

3. Overgang van de oude naar de nieuwe regeling voor de bepaalde leden van de korpsen van gemeentepolitie waarop geen ziekteverlofregeling van toepassing was.

3.1. Toepassingsgebied

Het hieronder beschreven berekeningsprincipe is enkel van toepassing op de leden van de betrokken politiekorpsen waarop de ziekteverlofregeling van het betrokken politiekorps niet van toepassing was en die derhalve niet onderworpen waren aan een ziekteverlofregeling.

3.2. Berekening

Het ziektecontingent voor de gehele loopbaan wordt berekend overeenkomstig het de berekeningswijze bedoeld in artikel XII.VIII.10 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

4. Definitie van het begrip dienstanciënniteit voor de berekening van het aantal dagen ziekteverlof in de nieuwe ziekteverlofregeling.

Voor de berekening van het aantal ziekteverlofdagen geldt als basisprincipe dat alle werkelijke prestaties in aanmerking worden genomen die het personeelslid in welke hoedanigheid ook en zonder vrijwillige onderbreking verricht heeft, als titularis van ambten met volledige prestaties in een andere overheidsdienst of een door de staat of een gemeenschap opgerichte erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling, psycho-medisch sociaal centrum, dienst voor beroepskeuze of medisch pedagogisch instituut.

De draagwijdte van dit principe zal worden uitgebreid door de toevoeging van een aantal specifieke bepalingen terzake in het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

Zo zal dit principe ook worden toegepast in de gevallen waarin de personeelsleden die deel uitmaakten van het operationeel korps van de rijkswacht of die als militair tewerkgesteld waren in het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, voor de forfaitaire berekeningswijze van hun krediet aan ziektedagen opteerden.

Voor de personeelsleden van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie, voor de statutaire personeelsleden van het administratief en logistiek kader van een korps van de gemeentepolitie en voor de statutaire leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, wordt voor de berekening van het aantal ziekteverlofdagen het gecumuleerd ziektecontingent opgebouwd bij openbare besturen in aanmerking genomen. Voor hen wordt er dus onder meer rekening gehouden met alle werkelijke prestaties in de diverse korpsen van gemeentepolitie waarin ze, in voorkomende geval, hebben gediend.

Exemple
Données :

Voorbeeld
Gegeven :

| | | | |
|---|--|--|--|
| Administration publique | Ministère des Finances | Corps de la police communale de L. | Corps de la police communale de M. |
| Période de travail | 1 ^{er} juillet 1990 → 31 décembre 1995 | 1 ^{er} janvier 1996 → 31 août 1998 | 1 ^{er} septembre 1998 → 30 juin 2000 |
| Congé de maladie forfaitaire | 21 x 5 = 105 jours | 21 x 3 = 63 jours | 21 x 2 = 42 jours |
| Jours de maladie consécutifs à un accident de travail | 0 jour | 0 jour | 0 jour |
| Autres jours de maladie | 15 jours | 13 jours | 12 jours |

| | | | |
|--|-----------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| Openbaar bestuur | Ministerie van Financiën | Korps van gemeentepolitie L. | Korps van gemeentepolitie M. |
| Periode van tewerkstelling | 1 juli 1990 → 31 december 1995 | 1 januari 1996 → 31 augustus 1998 | 1 september 1998 → 30 juni 2000 |
| Forfaitair ziekteverlof | 21 x 5 = 105 dagen | 21 x 3 = 63 dagen | 21 x 2 = 42 dagen |
| Ziekteperioden als gevolg van een arbeidsongeval | 0 dagen | 0 dagen | 0 dagen |
| Andere ziekteperioden | 15 dagen | 13 dagen | 12 dagen |

Calcul :

1. Solde du contingent de maladie au 31 décembre 1995 = 105 - 15 = 90
 2. Solde du contingent de maladie au 31 août 1998 = 90 + 63 - 13 = 140
 3. Solde du contingent de maladie au 30 juin 2000 = 140 + 42 - 12 = 170
- Solde du contingent de maladie au 30 juin 2000 = 170 x 10/7 = 242,85 arrondis à 243 jours
- Solde du contingent de maladie au 1^{er} juillet 2000 = 243 + 30 = 273 jours.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Berekening :

1. Saldo ziektecontingent op 31 december 1995 = 105 - 15 = 90
 2. Saldo ziektecontingent op 31 augustus 1998 = 90 + 63 - 13 = 140
 3. Saldo ziektecontingent op 30 juni 2000 = 140 + 42 - 12 = 170
- Saldo ziektecontingent op 30 juni 2000 = 170 x 10/7 = 242,85 afgerond op 243 dagen
- Saldo ziektecontingent op 1 juli 2000 = 243 + 30 = 273 dagen.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[C - 2001/02110]

9 AOUT 2001. — Circulaire n° 511 relative à l'engagement de contractuels afin de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel en 2002

Aux administrations et autres services des ministères fédéraux et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat et qui sont repris à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Madame la Ministre,

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Je vous prie de bien vouloir introduire, pour le 1^{er} septembre 2001 au plus tard, auprès du Ministre du Budget et auprès du Ministre de la Fonction publique, les demandes d'engagement de personnes sous contrat de travail afin de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel en 2002 dans les administrations et autres services de votre ministère, ainsi que dans les organismes d'intérêt public soumis à votre autorité, pouvoir de contrôle ou de tutelle, conformément à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[C - 2001/02110]

9 AUGUSTUS 2001. — Omzendbrief nr. 511 betreffende de indienstneming van contractuelen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften in 2002

Aan de besturen en andere diensten van de federale ministeries en aan de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat vallen en die zijn opgenomen in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Mevrouw de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mijnheer de Staatssecretaris,

Ik moge U erom verzoeken, uiterlijk tegen 1 september 2001, aan de Minister van Begroting en aan de Minister van Ambtenarenzaken de aanvragen te laten worden tot indienstneming van personen met een arbeidsovereenkomst om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften in 2002 bij de besturen en andere diensten van uw ministerie alsook bij de instellingen van openbaar nut waarover U het gezag, de controle of het toezicht uitoefent, overeenkomstig artikel 4, § 1, 1^o, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.